



Rhône-alpes, 21 octobre 2013

Au Ministère du dialogue social, Sapin et la hiérarchie n'entendent, ni n'écoutent, la force est préférée!!!

Ce mardi 8 octobre, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CNT, FO, SNU et SUD de Rhône-Alpes, plus de 200 agents venus de toutes les UT de Rhône-Alpes, des UT de Saône-et-Loire, de Franche-Comté et d'Alsace ainsi que quelques collègues d'Île-de-France s'étaient rassemblés devant l'INTEFP.

2 voitures sont parties de Saône-et-Loire pour participer à cette action qui avait été décidée en raison d'un séminaire de 2 jours à l'INTEFP qui regroupait la DGT et tous les DIRECCTE, responsables des pôles T et RUT du Ministère pour travailler à la mise en œuvre des projets Sapin.

Les agents voulaient interpeler la hiérarchie du Ministère intégralement présente pour manifester leur opposition au plan Sapin. Tôt le matin, des agents avaient déjà « redécoré » l'INT et notamment l'amphi dans lequel tous les directeurs devaient être rassemblés pour écouter la bonne parole du Ministre qu'ils ont d'ailleurs chaleureusement applaudi, seulement 4 directeurs ayant signalé leur opposition.

Les agents encadrés de CRS ont quant à eux sifflé et hué le Ministre sans modération.

Une cinquantaine d'agents ont finalement réussi à franchir les grilles de l'INT pour envahir les salles et perturber le travail de casse de l'inspection du travail. Les agents ont demandé à faire entrer les collègues restés à l'extérieur pour interpeler les directeurs et qu'ils entendent l'opposition des agents au plan Sapin.

Les manifestants ont tout fait pour interpeler les directeurs et leur faire comprendre l'opposition et la colère des agents (perturbation des travaux, blocage de l'INT). Mais la seule réponse a été l'emploi de la force publique !!!

L'administration est allée jusqu'à faire évacuer ses directeurs sous escorte de CRS sortis de l'INT sous les sifflets et les huées.

Bienvenue au Ministère du dialogue social !!! Plus on l'affiche, moins il y en a !!!

Vous trouverez ci-dessous le résumé de cette journée de mobilisation en images.

10h, le comité d'accueil. Ce qui n'a pas empêché le Ministre (en visite éclair) de repartir sous les huées et les sifflets alors que la presse écrite, TV et radio était présente :



Banderole intersyndicale en tête du rassemblement :



L'avant du rassemblement :



Parqués comme des bestiaux !





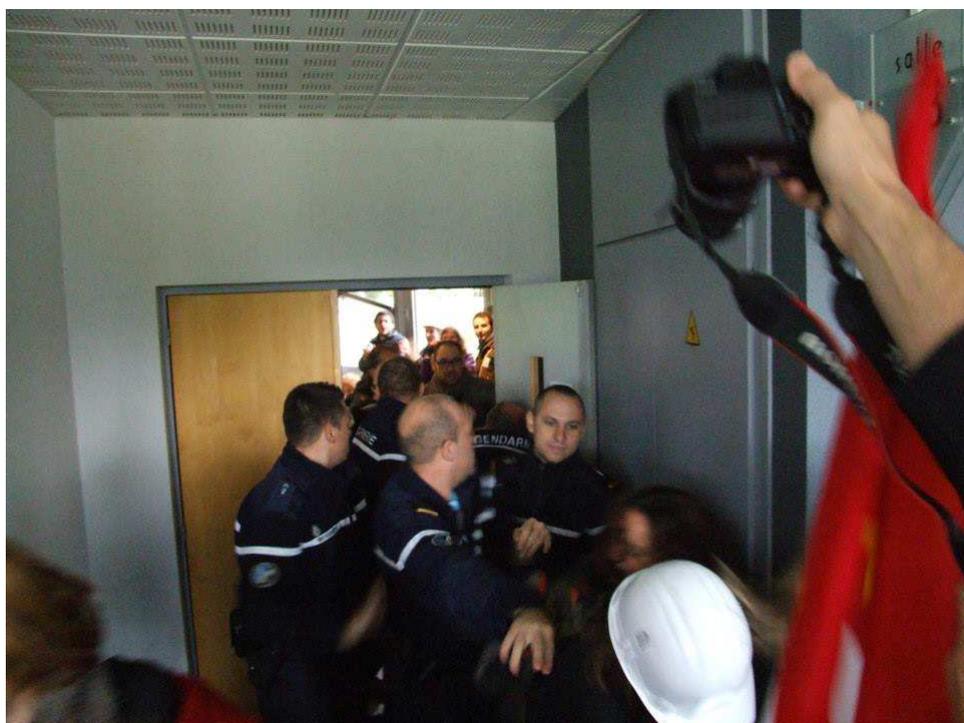
Les interventions au micro se succèdent pour demander le retrait des projets Sapin. Ici, celle de Gérard Filoche :



11h30 : une cinquantaine d'agents ont réussi à passer par-dessus les grilles de l'INT et envahissent les salles dans lesquelles les DIRECCTE, responsable régionaux des pôles T et RUT travaillent à la mise en œuvre des projets du Ministre :



12h : Tentative d'évacuation musclée d'une salle par la gendarmerie :



Les renforts arrivent...



A l'extérieur, les 150 collègues restant sont sortis de leur « parcage » pour bloquer l'arrivée de renforts de CRS et d'un panier à salade. A l'intérieur de l'INT, les forces de l'ordre n'arrivent pas à expulser la cinquantaine d'agents qui demandent l'entrée de tous les manifestants pour interpeler les directeurs et leur faire comprendre l'opposition et la colère des agents :



12h30 : Pour interpeler les directeurs, la cinquantaine d'agents bloque plusieurs issues du réfectoire (les directeurs viendront bien manger !) :



L'entrée des manifestants et la discussion demandée avec les directeurs ont été refusées par l'INT et le cabinet du Ministre du dialogue social (!!!). Les forces de l'ordre ont tenté d'entrer dans le bâtiment mais les collègues à l'intérieur ont réussi à les en empêcher :



Enfin, l'administration a préféré ne pas faire manger ses directeurs plutôt qu'engager des échanges entre la hiérarchie du Ministère du dialogue social et les manifestants... 14h : Les directeurs ont été regroupés dans l'amphi de l'INT. Les agents viennent perturber la poursuite des travaux de mise en œuvre du plan Sapin en tapant aux vitres et en chantant :



14h15 : Les directeurs ont quitté l'amphi et ont été regroupés dans le hall de l'INT sous escorte pour tenter de rejoindre leurs cars :



Mais l'entrée est toujours bloquée par les collègues à l'extérieur et une trentaine de collègues toujours à l'intérieur est devant le hall :



Pendant que les directeurs sont à leur tour parqués dans le hall de l'INT pendant plus de trois quarts d'heure, des collègues montent sur le toit de l'accueil de l'INT :



Les derniers collègues encore dans l'INT s'assoient sur le passage pendant que les autres collègues bloquent toujours l'accès à l'extérieur et que les gendarmes se mettent en place pour organiser un passage des directeurs :



15h30 : Plutôt que d'accepter que les directeurs rencontrent les manifestants, l'administration donne l'ordre aux CRS d'utiliser la force devant toute la hiérarchie du Ministère qui, placée en face, regardait la scène, **honte aux directeurs** :





Les directeurs sortent pour rejoindre leurs bus encadrés de CRS et gendarmes sous les huées et les sifflets :





Les derniers collègues dans l'INT sortent :



Les DIRECCTE, responsable régionaux des pôles T et RUT du Ministère du dialogue social peuvent désormais partir sans avoir rencontré les manifestants :



Ce n'est qu'un début !!!

RETRAIT DU PLAN SAPIN

NON A LA CASSE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, GENERALISTE, TERRITORIALE ET INDEPENDANTE

- Non à la mise en place des unités de contrôle comme échelon de droit commun ;
- Non à la création des DUC et DUCHESSSE. La section doit rester l'échelon de droit commun, non l'unité de contrôle.
- Non au formatage des contrôles dans les PME.
- Non à la spécialisation, non aux super unités de contrôle régionales travail illégal ou Seveso (etc.).
- Non aux pools de secrétariats, non aux open space
- Non aux diminutions des effectifs de contrôle et de secrétariat
- Non à la disparition des ARM

L'Inspection du travail doit rester une inspection disposant d'une indépendance d'organisation et d'action, être organisée dans le cadre de sections territoriales, pour veiller à l'application de l'ensemble des dispositions en droit du travail, et pour cela disposer d'effectifs conséquents.

OUI A UNE INSPECTION DU TRAVAIL AU SERVICE DES SALARIES